

La main d'œuvre « blanche » de Staline

CLT, Numéro 24, décembre 1985.

Trouver en Californie dans une bibliothèque ouverte au public un dossier de la police française dont l'accès vous est interdit dans votre propre pays, c'est le plaisir que j'ai eu cet été à Stanford. En outre, ce n'était pas n'importe quel dossier et je ne peux tarder à informer les lecteurs des Cahiers de son contenu.

Ces derniers, comme ceux des Œuvres de Trotsky, sont maintenant familiers avec la façon d'opérer du G.P.U. dans les années 30 et notamment son recrutement systématique d'hommes de main dans le milieu décomposé des émigrés « blancs » — les vaincus de la guerre civile. A travers les références à « l'affaire Turkul », ce général blanc qui préparait en 1931 l'assassinat de Trotsky à Prinkipo, ils ont saisi que le G.P.U. avait infiltré les organisations « blanches » et en manipulait les dirigeants les plus autorisés. Sans doute ont-ils été comme moi happés dans le tome XX par les réflexions de Trotsky lors du jugement aux Assises de la Plévitskaia. Cette dernière, chanteuse russe émigrée, épouse du général Skobline, était accusée d'avoir été la complice de son mari, « en fuite » dans l'enlèvement et la disparition du général blanc Evgenii Karlovitch Miller. Le commissaire André Roches, de la P.J., le policier-vedette de ces années, venu déposer, avait fait allusion au projet de Turkul d'assassiner Trotsky. Ce dernier commentait sans indulgence ses propos et ironisait sur la bienveillance manifestée au G.P.U. par le gouvernement du Front populaire, en l'occurrence, sa police ¹.

Voici plusieurs années que, jugeant les comptes rendus de presse un peu maigres, j'ai essayé d'avoir accès aux papiers officiels qui avaient inspiré le commissaire. Après tout, spécialiste de Trotsky, je pouvais espérer me voir reconnaître le droit d'avoir connaissance d'un dossier concernant une tentative de l'assassiner. Toutes mes tentatives ont été vaines. Tant sous la présidence de M. Giscard d'Estaing que sous celle de M. Mitterrand et en dépit de l'ouverture d'esprit concrètement manifestée en ce domaine par M. Franceschi, il m'a été impossible ne serait-ce que de localiser ces documents — voire d'avoir seulement confirmation de leur existence — et je ne parle pas évidemment de la possibilité de les consulter.

La police française ne savait rien. Eût-elle su d'ailleurs qu'elle ne me l'eût sans doute pas dit : la loi Giscard — toujours en vigueur — n'édicte-t-elle pas que la nécessité de ne pas « compromettre » des personnes l'emporte sur celle d'établir la vérité historique, même si les personnes en question sont des tueurs à gages et leurs employeurs. Je m'étais donc résigné. Or j'ai trouvé le dossier en question dans la collection Nikolaievsky à Stanford, dans le voisinage des papiers de Léon Sedov à la fondation Hoover : ce dossier comprend des rapports de police sur des points de l'affaire Miller, un rapport dit « rapport Tastevin », un rapport général non signé et le rapport final du commissaire André Roches, synthèse des précédents, bilan des perquisitions et interrogatoires². Je crois pouvoir dire qu'il s'agit d'un dossier de qualité, tant du point de vue de la collation de l'information que de celui de l'analyse, très soignée.

¹ Staline, Skobline et Compagnie, 30 janvier 1939, Œuvres, t. XX, pp. 84-88.

² Il s'agit du dossier Nikolaievsky 228, B1/7. Le rapport Tastevin compte 49 pages dactylographiées, le rapport général 29, le rapport Roches 18, les autres de 2 à 10.

Je ne vais pas parler ici de l'affaire Miller en elle-même — laquelle intéressera sans doute un collègue chercheur ³. La conviction des enquêteurs — elle m'a convaincu — est que le général Skobline travaillait pour le G.P.U. et que c'est dans le cadre d'une opération des services secrets soviétiques qu'il a attiré son chef et compagnon d'armes, le général Miller, dans un piège fatal. Le dossier apporte sur ce point bien des éléments concrets et la découverte que cette vérité-là, dans les sommets d'une émigration blanche étroitement imbriquée dans les différents services de renseignement, était une vérité première, une évidence. L'enlèvement de Miller et son probable meurtre ultérieur n'étaient que la conclusion, le couronnement d'une longue bataille, entre factions politiques rivales, pour le contrôle de la principale organisation de l'émigration russe blanche.

L'Union générale des anciens combattants russes, la R.O.V.S., fondée après la victoire de l'Armée rouge, avait été dirigée successivement par le Grand-duc Nikolai Nikolaiévitch, puis le général baron Wrangel auquel avait succédé le général Koutiérov, « *enlevé* » et disparu en 1930, remplacé alors par Miller. Ce dernier, ancien officier tsariste, monarchiste traditionnaliste, avait été très vite contesté pour sa prétendue « *passivité* » et « *modération* » par des éléments activistes — que la presse de l'époque présente à tort, consciemment ou non, comme des « *amis de Hitler* » qui auraient ainsi critiqué un « *ami des démocraties* » — ce que Miller n'était pas. Le secteur essentiel de la R.O.V.S., son bras militaire, son « *2^e bureau* », comme écrivent les spécialistes chargés de renseigner le magistrat instructeur, était le service appelé « *Ligne intérieure* » ou encore « *spéciale* », dont l'activité, en liaison avec plusieurs services de renseignement, était depuis 1933 dirigée par un jeune général, ancien aide de camp de Kornilov, Nikolai Vassiliévitch Skobline. En décembre 1936 cependant, la décision du général Miller de relever de ses fonctions le général Skobline, puis ses ordres pour qu'aucun contact ne soit gardé avec ce dernier dans le travail, enfin la dissolution de fait de ce service, n'étaient que les signes avant-coureurs de l'explosion. Quel était donc le véritable enjeu de cette lutte acharnée ?

Notre dossier de police décrit avec beaucoup de soin les personnalités et groupes engagés. Au premier rang des « *critiques* » de Miller figurent effectivement des candidats à sa succession, le général Feodor Abramov, qui vit à Sofia et passe pour un « *dur* », entendons germanophile, et le général Pavel Nikolaiévitch Chatilov, qui vit en France et que la police signale comme franc-maçon. Il ne semble pas, selon les rapports que le rôle de ces personnalités ait été décisif. Les policiers français sont en revanche beaucoup plus intéressés par l'activité de groupements dissidents de la R.O.V.S. Ils appellent l'une d'elles, l'« *officine* » : l'Union historique russe (R.I.S.) est l'objet de toute leur attention. Ils connaissent très bien ses dirigeants, dont l'un au moins, Katzmann, est un indicateur appointé chargé d'une surveillance politico-policière à Billancourt et de recruter des Russes blancs pour surveiller les ouvriers « *communistes* ». Mais les plus intéressants sont certains bailleurs de fonds de la R.I.S., les frères Schwarz, hommes d'affaires prospères, et l'ancien secrétaire du financier Ivar Kreuger, l'homme du trust des allumettes, Bogovout-Kolomiitsev. L'avocat Filonenko, l'ex-conseiller d'ambassade G.S. Bessedovsky, un professionnel du renseignement, Koltypine-Lyubsky, et un officier tsariste, le capitaine Zavodsky-Krasnopolsky, appelé « *Z-K* » dans nos documents, sont les autres dirigeants connus de la R.I.S.

³ En décembre 1977, à l'occasion de l'émission télévisée de la série De Mémoire d'Homme, Mme Marina Grey — fille du général Denikine — se déclara convaincue de la nécessité de revoir la thèse de la culpabilité principale de Skobline. Elle a produit depuis un livre passionnant, *Le Général meurt à Minuit* (Plon, 1981), qui pourrait bien être pour longtemps le point sur l'affaire en elle-même. Mais Marina Grey n'a pas les mêmes centres d'intérêt que nous, et il semble, bien qu'elle ait été autorisée à voir de nombreux dossiers, qu'elle n'ait pu consulter celui-là.

Et il y a Turkul. Le général ne se fait pas oublier. Son activité politique en 1937 est tellement spectaculaire qu'on peut se demander si sa raison d'être n'est pas précisément de monopoliser l'attention. Le général Anton Turkul était membre de la « *ligne intérieure* », lié depuis des années dans l'opposition à Miller aux généraux Skobline et Fock — ce dernier a été tué comme officier du rang chez Franco. Il est membre d'un « *groupe d'initiative* » de dix personnes — dont Skobline et Chatilov — qui combat Miller. Ce remuant personnage que les policiers, au lendemain de la perquisition à son domicile, qualifient de « *personnage énigmatique et douteux* », a fondé en 1936 sa propre Union amicale des anciens combattants russes, moins remarquables par ses effectifs (même pas 200 personnes) que par ses positions ouvertement pro-nazies. En 1937, à l'invitation du chef des national-socialistes russes Biskoupsky, il est allé en visite à Berlin et y a prononcé des discours très violents, dénonçant la « *mollesse* » de la R.O.V.S. sous Miller, célébrant les vertus des régimes de Hitler et Mussolini, modèles à ses yeux de la lutte contre le communisme et de l'organisation autoritaire de l'Etat. Il s'est proclamé certain de rentrer en Russie pour en extirper le marxisme qui y règne. Enfin, il est depuis des années l'un des champions de l'organisation systématique d'actes terroristes contre l'U.R.S.S., l'assassinat politique et les attentats étant, selon lui, les armes qui peuvent mettre les « *Rouges* » à genoux.

Pour en finir avec ce milieu si particulier, une émigration ravagée tant par la démoralisation et les difficultés économiques que décomposée par les rivalités entre services secrets, il reste à expliquer comment la police française est si bien informée et par qui. C'est que, bien entendu, la « *conspiration* » Skobline — Turkul — R.I.S. ⁴pour se débarrasser de Miller à la tête de la R.O.V.S. est contrôlée par un « *indic* ». En 1930, le commissaire Charles Faux-Pas Bidet, des R.G., immortalisé par Trotsky dans son autobiographie ⁵, a été chargé de l'enquête sur la disparition du général Koutigrv. Il a conservé de cette enquête un indicateur, le capitaine Z-K déjà cité, qu'il a placé ensuite au cœur de la R.I.S. Les enquêteurs ne cachent pas leur réprobation : il est vrai qu'eux appartiennent à la P.J. et Faux-Pas Bidet aux R.G. comme à la maçonnerie, comme ils se plaisent à le souligner ⁶. Mais ils nous permettent aussi de savoir que les R.G. sont ainsi l'une des sources de financement de la R.I.S.

Je pense qu'à cet endroit de mon article, les lecteurs attirés par le titre doivent se sentir frustrés puisqu'il n'a été question ni de Staline ni de ses agents. Mais c'est là seulement le résultat d'un artifice de plan. On peut en effet se poser légitimement la question de savoir exactement qui, dans ces milieux

⁴ Le 10 mai 1933, une délégation formée des généraux Fock, Skobline, Pechnia, Turkul, et du colonel Sokolsky demanda à Miller d'engager une activité terroriste visant « une terre massive » en direction de l'U.R.S.S. Le général les reçut ensemble, puis séparément. Parallèlement était constitué, existant en 36, un « groupe d'initiative » dont l'objectif était de chasser Miller de la tête de la R.O.V.S. : dix personnes dont Skobline, Fock, Turkul, Chatilov. Le 7 janvier 1936, dans une lettre privée, Turkul indiquait que « des événements » allaient conduire à trouver un remplaçant pour Miller.

⁵ Voir Ma Vie. Trotsky fut expulsé de France en 1916, à cause de la ligne du quotidien russe de Paris, Naché Solvo, qu'il inspirait. L'un des agents de cette expulsion avait été le commissaire Faux-Pas Bidet dont Trotsky écrit qu'il se distinguait des autres par sa grossièreté. Il eut la surprise de le retrouver en 1918 à Moscou où il avait été arrêté comme espion au service du gouvernement français. Il avait été échangé plus tard.

⁶ Les enquêteurs énumèrent les personnes qu'ils soupçonnent d'appartenir à la franc-maçonnerie : outre le commissaire Faux-Pas Bidet lui-même, son indicateur · Z-K ·, le général P.N. Chatibv, le colonel Diakonov, ancien attaché militaire à Londres et indiscutablement agent du G.P.U., l'économiste Navachine (cf. n. 19).

dirigeants des Blancs, et en dehors bien sûr du malheureux Miller, n'appartient pas au G.P.U. ! Comme on le sait par divers travaux sur l'espionnage soviétique et comme Trotsky l'a souligné à plusieurs reprises en passant, le G.P.U. a pour les organisations blanches d'émigrés un grand intérêt : elles sont pour lui à la fois un bouillon de culture et un vivier où recruter des hommes prêts à tout qu'il pourra utiliser contre ses véritables ennemis, les oppositionnels. Il y a bien longtemps en effet que les Blancs en eux-mêmes ne comptent plus.

La partie engagée par le G.P.U. consiste donc à placer à la tête des organisations blanches, ou du moins de leurs secteurs d'« *action* », des hommes à lui, ce qui lui permet à la fois de contrôler leur activité et de drainer les éléments les plus actifs et les plus déterminés, soit pour les utiliser si possible, soit pour les éliminer. La note du 15 novembre, dans le dossier, distingue trois périodes dans l'histoire de la pénétration du G.P.U., de sa recherche pour cristalliser au sommet une organisation secrète, un « *Trust* » qui permette la manipulation. De 1921 à 1928, c'est l'activité du premier « *Trust* », avec l'agent Opperput, la crise provoquée chez les monarchistes par le voyage en U.R.S.S., à l'initiative du G.P.U. de l'ex-député V.V. Choulguine ⁷, et l'arrestation des « *terroristes de bonne foi* », à l'exception de l'ex-SR Larionov qui échappe aux policiers et parvient à repasser la frontière. La seconde période est, toujours selon la note, celle de « *Roberty et Popov* » ⁸, qui s'achève avec l'enlèvement de Koutiçpov. La troisième, qui coïncide avec la présidence de Miller, est aussi, selon la note du 15 novembre 1937, celle du « *troisième Trust* », celui de « *Pierre Pétrovitch* ». Or Pierre Pétrovitch, c'est Skobline, lui aussi par ailleurs partisan ardent du terrorisme anti-soviétique et allié de Turkul dans le « *groupe d'initiative* ».

Avouons-le, sur ce point, le rapport de la police française nous semble un peu insuffisant et sans doute délibérément. Elle passe en particulier sous silence le fait que la lutte contre les Blancs n'est plus pour Staline un objectif en soi, mais seulement un moyen dans sa lutte contre ses adversaires « *de gauche* ».

Le premier Trust a été organisé par un agent de très grand talent, un officier letton rallié au régime soviétique, Eduard Upeninch plus connu sous ses pseudonymes d'Opperput et E.O. von Staiûtz ⁹. Son palmarès est éloquent puisqu'on peut ajouter aux exploits ci-dessus qu'il a réussi à attirer en U.R.S.S.

⁷ V.V. Choulguine (1878- ?), monarchiste, ancien député plusieurs fois élu à la Douma, avait émigré en 1920. Le « *Trust* » le contacta sous le déguisement d'une organisation anti-communiste le MOTSR et lui proposa un séjour clandestin en Russie qu'il effectua bien entendu et dont il revint... Plus tard les autorités soviétiques dénoncèrent elle-même la supercherie. Choulguine a vécu en U.R.S.S. en liberté depuis 1956, après avoir été pris à Prague en 1945. Nous ignorons les détails de cette dernière période de sa vie.

⁸ C'était Diakonov qui avait rencontré à Berlin Aleksandr Nikolaiévitch Popov, un ancien juge militaire, et le colonel d'état-major Nikolai Aleksandrovitch de Roberty qui s'étaient présentés comme mandatés par une organisation clandestine du nom de VRNO. Ils avaient assuré avoir des contacts importants dans l'armée rouge, notamment Toukhatchevsky et Poutna. C'était là la préface de l'enlèvement du général Koutiérov qui s'est peut-être jeté tête baissée dans le piège. Pour tester le VRNO, il envoya en effet en mission d'exploration en U.R.S.S. son propre chef d'état-major, le général B.M. Sœifon qui revint bien entendu parce que cela faisait partie du plan du G.P.U., qu'il en ait été l'agent, direct ou non.

⁹ Eduard Uopeninch ou Upeninch, porta également les pseudonymes de Saveliev, Sdjaninov et d'autres sans doute. Il a été officiellement décédé en 1927 puis officiellement « *ressuscité* », le mort s'étant vu attribuer un autre nom.

et à capturer le fameux terroriste S.R. Boris Savinkov¹⁰. Mais il y a plus intéressant encore. Une étude remarquable et, il faut bien le dire, inaperçue, de Natalie Grant, intitulée « *L'Amalgame thermidorien* »¹¹, souligne les multiples indices qui suggèrent que la raison d'être de l'entreprise d'Opprput était l'organisation d'une provocation pour accuser de collusion avec les Blancs l'Opposition unifiée de Trotsky et Zinoviev. Ce sont les collaborateurs d'Opprput se présentant comme des officiers blancs qui attirent en U.R.S.S. le fameux as de l'Intelligence Service Sidney Reilly¹² en lui promettant d'organiser une rencontre avec ... les chefs de l'Opposition. L'amalgame a semblé un jour près de fonctionner au moment où les Izvestia, le 17 juin 1927, ont publié les premiers aveux de l'agent britannique. L'affaire a tourné court pour des raisons qui semblent bien avoir été tirées au clair par Natalie Grant : retenu par le G.P.U., le diplomate esthonien Ada Birk, qui connaît fort bien Opprput, a réussi à fausser compagnie à ses gardes et à se réfugier à la légation de Norvège ; tout peut être compromis. Aussi, faute d'une provocation internationale, Staline devra se contenter d'une provocation sur le terrain national, la fameuse histoire de « *l'officier de Wrangel* »¹³ ; il semble bien — et le service de renseignement polonais s'en dit à l'époque certain — que celui qu'on appela « *l'officier de Wrangel* », Stroilov, l'homme qui offrit à l'Opposition de gauche les moyens d'imprimer sa plateforme ait été en réalité Upeninch lui-même : il s'agissait, pour Staline, de démontrer la collusion entre l'Opposition et les Blancs. Natalie Grant ajoute à tous les bons arguments qu'elle a puisés dans une lecture attentive de la presse blanche un argument supplémentaire en faveur de sa thèse de l'« *amalgame thermidorien* », puisqu'elle reprend le mot de Trotsky pour qualifier la provocation montée contre lui : le bras droit d'Upeninch à la direction du Trust, Fedorov, dont le vrai nom est Iakouchev, est précédé en Lettonie d'une solide réputation de « *trotskysme* ». Il semble bien que la lumière soit faite là-dessus et il n'y a que peu de choses à ajouter à l'article de N. Grant. Rien n'indique en revanche qu'il y ait un projet précis contre l'Opposition de gauche dans la période du « *deuxième Trust* », quand le colonel Diakonov, émigré et agent du G.P.U., recommanda au malheureux Koutiérov les agents de Roberty et Popov comme des officiers de confiance. Quant au « *troisième Trust* », il est tout à fait clair

¹⁰ Boris Viktorovitch Sàoihkov (1879-1925) avait été l'un des terroristes s.r. les plus célèbres, vice-ministre de la défense dans le gouvernement provisoire, médiateur entre Kerensky et Kornilov lors du putsch de ce dernier, l'un des organisateurs de la guerre civile côté Blancs. Il avait représenté le gouvernement Koltchak à Paris, puis s'était fixé en Pologne, hanté par la nécessité de « pénétrer » l'U.R.S.S. Il y fut attiré par les services d'Opprput se présentant en envoyés du MOTSR organisation clandestine qui était, lui avait-on dit, puissante dans l'armée et la tchéka et qui voulait définitivement écarter « *les Zinoviev et les Trotsky* ». Il revint clandestinement en U.R.S.S. et fut pris à la frontière. Condamné à dix ans de prison malgré un spectaculaire ralliement au régime des soviets à son procès, il réclama ensuite vainement sa libération et se suicida en invoquant l'impossibilité dans laquelle il était de supporter le régime.

¹¹ Natalie Grant, « A Thermidorian Amalgam », *Thé Russiàn Rewiev*, vol. 22, July 1963, n° 3, pp. 253-273. Selon les informations qui nous ont été données par Ella (Mrs Bertram D.) Wolfe, Natalie Grant était la compagne de Richard Wraga un des historiens du « Trust ». Elle emprunte à Trotsky le terme et la notion même d'« *amalgame thermidorien* » et l'applique avec brio à l'entreprise du premier « Trust ». Cette étude absolument remarquable semble être passée inaperçue.

¹² Sidney Reilly (1871-1927 ?) né Sigmund Rosenblum à Odessa, avait été sous les ordres de Bruce Lockart, l'« as » de l'Intelligence Service en U.R.S.S., héros d'un best-seller (E. van der Rhoer, *Master Spy*) et d'une série télévisée très populaire aux Etats-Unis. Il vint littéralement se jeter dans la gueule du loup, ayant « marché » aux mêmes arguments que Savinkov...

¹³ Voir dans *Cahiers Léon Trotsky* n° 4, l'article non signé intitulé « Un point d'histoire : l'imprimerie clandestine et l'officier de Wrangel », pp. 21-28, qui rectifie plusieurs erreurs commises par Jean Elleinstein dans son *Staline-Trotsky*.

que son activité n'était qu'un des éléments de la lutte de Staline contre Trotsky et l'Opposition de gauche.

Au fil des rapports et au fur et à mesure que s'accumulent les éléments fournis par témoins et documents saisis, l'ensemble devient accablant pour Skobline. Nous ne discuterons pas, comme le font certains, la question de savoir s'il était « *chef* » ou agent subalterne. Son rôle au service du G.P.U. est indiscutable. Son mariage avec une chanteuse populaire dans une émigration éparpillée dans le monde entier constituait pour lui la couverture idéale. Lors de la disparition de Miller en 1937, il y avait déjà plusieurs années que le milieu russe blanc bruissait de rumeurs à son sujet. On l'accusait de collusion avec le G.P.U. De Bulgarie, le général Zinkiévitch écrit en 1935 qu'il est suspect par les relations qu'il entretient avec les frères Solonevitch ¹⁴, surtout Boris, qu'il tient pour l'un des agents les plus redoutables du G.P.U., malgré la biographie d'« *opposant de droite* » qu'il a su se composer. D'Helsinki, le général Dobrovolsky et ses collègues du service de renseignement finlandais refusent de prêter la main aux opérations de la « *Ligne intérieure* » vers l'U.R.S.S., car ils ont la certitude que le G.P.U. a un homme au « *centre* ». On se répète que Skobline était partie prenante dans le projet de Turkul contre Trotsky, finalement révélé par le G.P.U. à travers *Die rote Fahne*. On s'inquiète du train de vie de Skobline, bien supérieur à ses ressources connues, malgré les « *cachets* ». On s'indigne que la Plévitskaia ait été liée par contrat à l'Union pour le retour, succursale bien connue du G.P.U. Depuis des années, l'accusation est ouvertement formulée par un chauffeur de taxi parisien, le colonel Fedosseienko. Skobline se défend comme un beau diable, obtient un « *jury d'honneur* » présidé par l'amiral Kedrov : celui-ci le blanchit, sans emporter pourtant la confiance du général Miller lui-même ¹⁵...

C'est que les amis de Skobline ne sont pas les « *gestapistes* » que l'Humanité dépeint quotidiennement à ses lecteurs ¹⁶. Tous ces personnages sentent le G.P.U. à plein nez. Le plus gros poisson, à la fois connu et inconnu, est évidemment Vladimir Kolomiitzev dit Bogovout, ancien chef du G.P.U. à Berlin, que la police française tient pour un « *patron* » ¹⁷, Quand l'ex-diplomate Kriukov-Angarsky, lequel, quelques années auparavant a refusé de rentrer en U.R.S.S., refuse de répondre aux questions des

¹⁴ Les frères Boris et Ivan L. Sobnévitcb (1891-1953), anciens s.r. devenus monarchistes, anciens prisonniers des îles Solovki, avaient réussi à s'évader et s'étaient établis à Sofia, où ils éditaient le journal *Golos Rossi*. Le 2 février 1938, un colis piégé à leur adresse tua deux personnes, la femme divan, Tamara, agent du G.P.U. selon Victor Serge, et leur secrétaire Nikolai Petrovitch.

¹⁵ On trouve dans le dossier de police une copie du verdict du jury d'honneur blanchissant Skobline, datée du 14 juillet 1936. Boris Fedosseienko (1898-1972), ancien officier, chauffeur de taxi avait été condamné à sept ans de prison à la Libération.

¹⁶ Il serait facile de prolonger ici à travers l'affaire Miller l'étude de Jean P. Joubert publiée dans le n° 3 des Cahiers Léon Trotsky « Quand l'Humanité couvrait les traces des tueurs ». Joubert y étudie la façon dont l'organe central du P.C.F. rendait compte des meurtres de Reiss et Klement en tentant d'accréditer la thèse d'un règlement de comptes entre gestapistes, mais n'oubliant pas de profiter de l'émotion de l'opinion publique pour réclamer l'expulsion des éléments « anti-soviétiques » · comme ... Léon Sedov ! Il est difficile d'être plus bas et l'étude détaillée de l'Huma sur l'affaire Miller ne nous apprendrait rien.

¹⁷ Le vrai nom de l'homme qu'on appelait à Paris Bogovout était semble-t-il Vladimir Kolomiitsev que nos sources écrites traitent plutôt d'aventurier... jusqu'à ce dossier. Officiellement il était agent commercial, habitait un splendide appartement rue de la Pompe et avait été le collaborateur d'Ivar Kreuger dont le krach avait englouti une partie importante du « trésor de guerre » des Blancs.

policiers français dans le cadre de l'enquête sur l'affaire Miller, en disant qu'il a peur, les enquêteurs n'insistent pas. Les policiers français savent depuis longtemps que Bogovout dispose de fonds illimités sur lesquels, entre autres, il finance à Paris le journal russe Borba et rétribue comme « *journaliste* » l'ancien diplomate Bessedovsky.

Boris G. Schwartz, un des mécènes de la R.I.S., a été propriétaire à Paris d'une imprimerie russe. La police française relève que le gérant de l'imprimerie, Klipinine, son correcteur, Sergéï Efron (ex-officier de Wrangel et époux de la poétesse Tsvitaïéva), ainsi que l'ouvrier Vadirn Kondratiev, lui aussi ancien officier blanc, sont tous les trois en fuite, recherchés pour l'assassinat en Suisse de l'ex-agent du G.P.U. Ignace Reiss, rallié à Trotsky après les premiers procès de Moscou. Nous ignorions jusqu'à présent dans cette affaire jusqu'au nom de Klipinine ainsi que d'Eugène Dumbadzé, mentionné ici comme « *suspect* » dans l'affaire Reiss et dont nous savons qu'il fréquentait non seulement Skobline et Kondratiev, mais Pierre Schwarzenberg, l'homme qui avait recruté la Suissesse Renata Steiner pour filer Reiss et Léon Sedov dans le cadre de leurs opérations de meurtre ¹⁸.

Il ne faut pas gratter très longtemps le vernis anti-soviétique de Z-K pour découvrir des détails troublants. Le capitaine Zavadsky-Krasnopolsky, expulsé de Yougoslavie comme agent soviétique, exclu de l'amicale des wrangéliens pour cette raison, est toléré dans le milieu parce qu'il est l'indicateur des R.G. français, l'homme de Faux-Pas Bidet. Dans le meilleur des cas, on le tient pour un agent double. Des témoins assurent qu'il fréquentait à Paris en 1921 le haut fonctionnaire du G.P.U. A. Spiegelglass. Ce dernier a eu également des contacts avec le général Chatilov et l'économiste Navachine ¹⁹. Apparaît aussi un nom sinistre, celui d'Eitingon, médecin ou « *haut-fonctionnaire* », ami de Marie Bonaparte, qui écoule sur le marché des fourrures « *saisies en Sibérie* » : ce frère e l'amant de Caridad Mercader est le protecteur de la Plévitskaïa ²⁰...

Les spécialistes des services français qui ont fourni le gros de ce dossier sont-ils atteints d'espionnite ? Il ne semble pas. Pour eux il n'y a pas de discussion quant au rôle de Bogovout. Mais ils ne font pas le

¹⁸Grâce à son avocat Gérard Rosenthal qui était également avocat de la partie civile dans l'affaire Reiss, Trotsky eut les papiers des enquêtes et nous avons pu consulter à Harvard les documents de la police française sur les morts de Reiss et Sedov. Ces documents mentionnent déjà des noms qui n'avaient pas été mentionnés parmi ceux des suspects.

¹⁹ Dimitri Nauachine (1889-1937), économiste, vice-président de la Croix-Rouge sous Kerensky, rallié au régime soviétique, avait été nommé en 1927 directeur de la Banque Commerciale de l'Europe du Nord. On le disait ami de Piatakov, il était lié au ministre socialiste Spinasse. Trotsky vit la main du G.P.U. dans son assassinat : il aurait été en mesure de faire des révélations qui auraient ruiné la thèse de l'accusation dans le procès de Piatakov. Le meurtre de Navachine est généralement attribué à la Cagoule : les liens entre cette organisation et le G.P.U. sont une question qui n'a pas été réglée, comme le montrent certains éléments du dossier. Navachine fut poignardé au Bois de Boulogne, en promenant son chien, au petit matin du 24 janvier 1937. Dans Poskdnye Nouosti, le rédacteur Aron Zwibak, dit Andréï Sedykh, écrivait le 27 janvier : « Les milieux soviétiques considéraient Navachine comme un homme de confiance des trotskystes dont le rôle aurait été de réunir et de garder les fonds destinés au mouvement trotskyste à l'étranger ». Il poursuivait en expliquant que la liaison avec Navachine était assurée par Sedov, ce que ce dernier devait immédiatement démentir.

²⁰ L'Eitingon de notre dossier, prénommé Marc et médecin, n'est évidemment pas Naumla. — le général Kotov en Espagne, qui fut le « coach » de Ramôn Mercader et survécut à Staline. Il était son frère et en tout cas collègue, car l'activité de vente des fourrures saisies était évidemment liée aux services.

même honneur à Koltypine-Lyubski, qu'ils qualifient de « *provocateur vendu à qui le paie* », de « *spécialiste de la provocation conçue comme un art* », discipline et ancien collaborateur de Bourtzev ²¹ passé au service de Bogovout et de ses patrons — qui paient.

En ce qui concerne le projet Turkul d'assassiner Trotsky, des éléments succincts sont donnés dans le rapport Tastevin et dans le rapport général qui assure :

« *Conformément à son programme, le général Turkul ayant, paraît-il, projeté d'attenter aux jours de Trotsky (réfugié à Barbizon), cet attentat a été manqué, le principal conjuré, Larionov, ayant été retiré par Skoblina et Chatilov* ».

En fait, le rapport général confond ici — et c'est un peu surprenant, vu la précision des autres conclusions — deux projets distincts contre Trotsky dont seul le premier était connu jusqu'à présent. C'est en effet le 31 octobre 1931 que le journal du P.C. allemand, *Die rote Fahne*, s'était fait l'écho des préparatifs de Turkul contre Trotsky, cette information étant probablement destinée à dédouaner d'avance le G.P.U. Mais le dossier français nous apprend que l'homme de base de cette opération était le capitaine Piotr Panteleimonovitch Savine ²² et que cette entreprise était non seulement connue mais soutenue par Skoblina et par Z.K. — donc connue des autorités françaises via les R.G. Cependant il s'agit d'un attentat préparé contre Trotsky en 1931 alors qu'il était en Turquie, et non en 1928, époque où il était en U.R.S.S.: exilé à Alma-Ata, comme l'écrit le rapport. Mais, nous venons de le voir, il y eut un autre projet, sur le territoire français cette fois, à Barbizon, donc entre novembre 1933 et avril 1934, un projet Turkul avec soutien de Skoblina toujours, dont l'homme de base était cette fois Larionov, le survivant du Trust. ²³ Curieusement, à propos de ces deux affaires, les policiers français écrivent sans trop de scrupules que ces tentatives échouèrent, « *Trotsky ayant été prévenu par le G.P.U.* ». Bien que ce soit un peu gros, on peut admettre que la police française ait manqué totalement de curiosité.

Mais, sur un point capital en tout cas, elle est convaincue et convaincante : l'enlèvement du général Miller a été le fait du G.P.U. et l'opération elle-même menée avec au moins la participation personnelle de Skoblina. Le 22 septembre 1937 à midi, le général Miller quitte son bureau. Il a rendez-vous avec deux agents allemands, une rencontre organisée pour lui par Skoblina. C'est ce qu'il écrit en tout cas

²¹Vladimir Lvovitch Burtzeu (1866-1942), ancien terroriste de La Volonté du Peuple, qui avait penché ensuite pour le libéralisme, était devenu célèbre par son activité spécialisée contre les agents de l'Okhrana tsariste infiltrés dans le mouvement clandestin, et c'était lui qui avait démasqué le célèbre terroriste-agent tsariste Azev.

²² Piotr Pantdeimonovitch Savine (1895-1971) a légué aux archives de la fondation Hoover un gros dossier de correspondance/mémoires sur l'affaire Miller notamment. On y apprend les soupçons qu'il éprouvait concernant X ou Y et surtout Chatilov, ses états de service pour et chez Franco, son activité en liaison avec le commandant Troncoso, d'Irun. Il raconte qu'il revint d'Espagne pour témoigner devant le juge Marchat mais préféra repartir, effrayé par les menaces de mort et l'écrivain au Juge dans une lettre du 16 février. Il indique également qu'il a été déporté à Sachsenhausen et Oranienburg, mais ne dit pas qu'il prépara un assassinat.

²³ Viktor Aleksandrovitch Lahonov (né en 1897) a écrit le récit de son expédition de 1927 en U.R.S.S. où il alla — à l'instigation du G.P.U. et dans l'intérêt de Staline, mais sans le savoir — faire exploser une bombe dans le local du parti à Leningrad, (Paris 1931). Nous n'avons pu consulter un autre ouvrage de lui, d'Opperput à Skoblina, au titre significatif dans son raccourci. Nous ignorons s'il a reconnu sa participation à l'attaque prévue contre Trotsky.

dans une lettre qu'il remet sous enveloppe cachetée à son aide de camp, le général Pavel Alekseiévitch Koussonsky, en lui demandant de la décacheter s'il n'était pas revenu à son bureau à 16 heures. Mais l'aide de camp a des distractions : ce n'est que quand le général Miller s'inquiète et alerte ses amis qu'on ouvre la fameuse enveloppe à 22 h 30. On part alors à la recherche de Skobline qu'on trouve peu après minuit. Il commence par nier tout contact avec Miller ce jour-là, mais est confondu par la lettre de Miller : il s'éclipse alors, tout simplement, vers 2 heures du matin, au nez et à la barbe de ces militaires d'opérette. A 2 h. 45 du matin, le 23 septembre, il sonne à la porte de ses amis Krivocheiev, à Neuilly, et leur emprunte 200 francs avant de disparaître dans la nuit. Il avait l'air d'un homme aux abois et on ne le reverra pas, bien que toutes les polices de France — et d'autres sans doute — soient à ses trousses. La perquisition à son domicile d'Ozoir-la-Ferrière met entre les mains de la police bien des documents accablants et certaines coïncidences troublantes. C'est ainsi qu'on trouve de faux-passeports yougoslaves qui étaient sans doute destinés aux hommes aux ordres du G.P.U. chargés d'abattre à Denfert-Rochereau le Yougoslave Tcherbinuitch²⁴ qui a survécu. Surtout, on découvre dans certaines lettres des formules conventionnelles et des phrases qui se traduisent avec le même code que certains des documents récupérés de la même façon lors des attentats de l'Etoile, œuvre de la Cagoule. Comme le général ne reparaît pas et comme, de toute évidence, sa femme était informée de ses activités, c'est elle qui paie la note. Après un procès où elle est défendue par Maître Filonenko — de la R.I.S. —, la Plévitskaïa est condamnée en 1939 à 20 ans de travaux forcés. Elle mourut à l'hôpital de la centrale de Rennes le 24 septembre 1940 dans des circonstances dont Marina Grey (op. cit. pp. 162-166) souligne les aspects pour le moins curieux. Dans l'intervalle, elle aurait fait une confession à un agent du 2^{ème} bureau, dit-on d'abord, en fait à un commissaire de police venu l'entendre à sa demande. Elle aurait admis que Miller avait été victime d'un « *assassinat patriotique* », des « *patriotes* » ayant joué les « *gestapistes* » pour assassiner le pro-allemand Miller ... Elle aurait également indiqué qu'avant de disparaître son mari lui avait confié que Miller avait été endormi très proprement dans une villa de Saint-Cloud et qu'il l'avait vu²⁵. D'autres continuent d'assurer que le général, mort ou vif, fut embarqué dans une caisse sur le cargo Mania Oulianoua le 22 septembre 1937. Certains lui font faire le détour par Gerona en Catalogne, la majorité le font exécuter à Moscou. Son exécution, vu les circonstances, ne fait aucun doute.

Il allait revenir à l'ex-agent du G.P.U. connu sous le nom d'Alexander Orlov de donner la clé de l'énigme, là comme ailleurs. Orlov a d'abord confirmé ce que Trotsky et d'autres avaient soupçonné : Turkul travaillait pour le G.P.U. où il était placé sous l'autorité directe de Katznelson, liquidé en 1937 en même temps que les hommes d'Ejov²⁶. On a indiqué ensuite que, comme on l'avait généralement supposé, Skobline, pris au dépourvu par la méfiance inattendue de Miller et son accusation posthume, s'était

²⁴ Tcherbintchitch, probablement un Yougoslave au service du G.P.U. était soupçonné d'avoir joué double jeu. Elsa Bernaut, veuve d'Ignace Reiss, avait été sollicitée pour coopérer à sa liquidation. L'attentat fut commis à Denfert-Rochereau au printemps 1937 et échoua : blessé, Tcherbintchitch fut hospitalisé et disparut.

²⁵ Le premier récit dans Henri Danjou, « voici la vérité sur la disparition du général Miller », France Soir, 3 mars 1948. Il semble qu'il ne s'agissait que d'une transposition du récit fait à un policier, le commissaire Belin, paru ensuite dans J, Belin, Trente Ans de Sûreté nationale (Paris, France-Soir, 1950).

²⁶ The Legacy of Akxander Orbu, pub. Commission de la Justice du Sénat, imp. du gouvernement des E.U., 1973, p. 7.

tout simplement réfugié à l'ambassade d'U.R.S.S.²⁷ 27. Il ajoutait que Staline avait fait payer cher à Ejoy cette imprudence grave d'un agent réputé des meilleurs.

Que nous apporte finalement ce double d'un dossier qui risque d'être encore inaccessible en France pour longtemps ?

D'abord il contient une démonstration éclatante des méthodes staliniennes de provocation. Staline abattait des hommes coupables de l'avoir critiqué dans des conversations privées, après leur avoir arraché sous la torture des aveux d'« *actes terroristes* », mais c'était lui qui ordonnait à ses agents d'entraîner les Blancs sur la voie du terrorisme anti-soviétique pour pouvoir mieux en accuser les « *trotskystes* » ! Et c'est pour ouvrir cette voie qu'ils se sont débarrassés du général Miller dont la prudence était devenue un obstacle. Staline était bien le premier et le plus dangereux des terroristes anti-soviétiques des années trente.

Ensuite, à propos du commissaire Roches, Trotsky signale qu'à son avis les policiers francs-maçons du gouvernement de Front populaire ne voulaient nullement gêner l'activité du G.P.U., agence « *alliée* ». On retiendra à l'appui de cette opinion non seulement la discrétion de la police française sur les attentats contre Trotsky (car enfin on n'a pas prévenu « *la personne en danger* »), mais aussi cette surprenante assertion d'un des meilleurs policiers de sa génération, le commissaire Roches, à la page 18 de son rapport de février 1938 au directeur de la Police Judiciaire :

« J'ajoute pour terminer que je me suis inquiété de savoir si une corrélation pouvait ou non exister entre cette disparition et d'autres attentats qui font actuellement l'objet de différentes enquêtes (affaire Reiss, affaire Rosselli, affaire dite de la Cagoule). Je n'ai quant à présent pu établir l'existence d'aucun point commun entre ces différentes affaires ».

La racaille blanche de Staline avait assurément devant elle encore de beaux jours... en ce mois de février 1938 où mourut Léon Sedov, épié et traqué depuis des années par des tueurs aux ordres des Skobline et Turkul de Staline. Personne sans doute, du côté des autorités françaises, ne croyait à la version propagée par *l'Humanité* d'un enlèvement gestapiste, mais personne n'avait apparemment intérêt à ce que lumière soit faite.

Le pain, la paix, la liberté ? En tout cas, pas la vérité !

²⁷ Ibidem, p. 8.